

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **La nouvelle école capitaliste**

- Social -

Date de mise en ligne : jeudi 23 février 2012

---

**Démocratie & Socialisme**

---

*Christian Laval, sociologue travaillant à l'institut de recherches de la FSU, est le co-auteur d'un récent ouvrage intitulé la nouvelle école capitaliste, aux Editions de la Découverte. Ce livre décrit une école de la ségrégation économique et sociale ou la concurrence règne désormais à tous les étages. C'est un ouvrage indispensable pour comprendre les réformes de la droite contre l'école et pour réarmer la gauche dans la bataille pour la démocratisation scolaire, pilier d'une République sociale et émancipatrice. Cet entretien a été réalisé par Julien Guérin et est paru dans le numéro de janvier de la revue Démocratie&Socialisme*

### **1) Peux-tu expliciter le titre du récent ouvrage dont tu es le co-auteur ? Pourquoi parler d'une nouvelle école capitaliste ?**

L'expression de « nouvelle école capitaliste » désigne le résultat possible des transformations, si rien n'est fait pour les interrompre, que les systèmes d'enseignement sont en train de connaître à peu près partout dans le monde, et entre autres en France. Le titre qui évoque bien sûr un ouvrage célèbre en son temps de Baudelot et Establet, *L'école capitaliste en France (1971)* entend mettre les points sur les i. Le néolibéralisme est en train de réduire complètement l'indépendance relative dont jouissait l'école (et les autres institutions d'ailleurs) par rapport aux normes et impératifs du capitalisme.

Cette mutation n'est pas toujours bien comprise.

D'abord parce que les questions scolaires ont subi comme les autres questions sociales une terrible dépolitisation, comme si la pédagogie, les modes de sélection et de recrutement dans les sections ou les établissements, l'organisation du pouvoir dans les écoles, collèges, lycées ou universités ne relevaient pas de problématiques politiques mais de registres techniques ou organisationnels.

Les experts en management et en pédagogie ont joué un rôle très néfaste depuis les années 1980 et même hélas un certain nombre de sociologues ou d'historiens de l'éducation, qui n'ont pas compris la situation nouvelle dans laquelle étaient plongées la société et les institutions depuis le triomphe des politiques néolibérales. Un certain nombre d'entre eux ont fait et continuent de faire comme si l'école et l'université étaient restées en dehors des politiques néolibérales qui affectent pourtant tous les secteurs de l'action étatique. Ensuite, parce que les transformations se présentent comme un ensemble de mesures partielles, décousues, fragmentées dont on ne voit pas la cohérence d'ensemble. Quels rapports par exemple entre l'imposition de la logique des compétences dans l'évaluation des élèves, le pilotage par la concurrence entre établissements scolaires et l'évaluation individuelle des enseignants par leurs chefs d'établissement ?

La cohérence de ces transformations, c'est-à-dire l'imposition d'une norme proprement capitaliste à tous les aspects de l'institution par importation des méthodes et des catégories propres à la gestion de la main d'oeuvre dans les entreprises privées, ne peut être conçue qu'à la condition expresse de faire l'effort de construire intellectuellement le nouveau modèle d'école, c'est-à-dire de ne pas se contenter des rhétoriques creuses et mensongères qui « emballent » habituellement la réforme des systèmes éducatifs, mais de reconstruire en idée, à partir des éléments et matériaux divers dont nous disposons, l'architecture d'ensemble de la nouvelle institution scolaire en voie d'édification.

Il est aujourd'hui possible de comprendre ce qu'il en est de la signification des lois, décrets, mesures, dispositifs qui du premier degré de l'enseignement jusqu'à l'enseignement supérieur, semblent au premier abord marqués par le disparate, le déroutant, voire l'inconséquent. Ceci est d'autant plus possible que les *néoréformateurs* se sont donné la peine de produire depuis plus de vingt ans une abondante littérature sur les visées qu'ils poursuivent, les fins, les fonctions, les formes de l'école qui est à leurs yeux la plus souhaitable. Et le programme de la droite « décomplexée

» devrait finir par ouvrir les yeux des plus myopes. On peut remercier l'UMP de dire les choses clairement : la nouvelle école capitaliste c'est exactement celle dont rêve la droite, à ceci près que depuis trente ans ce sont bien souvent des responsables de la gauche qui l'ont fait avancer au nom de la « modernisation », du « réalisme » quand ce n'est pas au nom de la « démocratisation ».

### 2) Quels sont, selon toi, les grands axes de cette école capitaliste que tu décris ?

Pour le dire très schématiquement, ce modèle que nous appelons la nouvelle école capitaliste a pour originalité son incorporation complète au système économique tel qu'il est, et, parallèlement l'importation en son sein des techniques, discours, principes propres au secteur privé de l'économie.

Ce double mouvement se décline de multiples façons. Conçue comme une entreprise vouée à la production de « capital humain », elle doit être gérée en tout comme une entreprise privée déployant son activité sur un marché concurrentiel. Les politiques actuellement menées dans le supérieur d'abord, mais de plus en plus aussi aux autres niveaux de l'enseignement, visent à construire cette concurrence et à façonner les établissements selon des normes managériales. Les deux vont ensemble. Par exemple, ce n'est plus la vieille éthique du service public qui doit animer et soutenir l'action des agents de l'enseignement mais la course à la prime et la quête obsédante de la bienveillance de la hiérarchie immédiate.

Tous ces aspects du nouveau modèle scolaire et universitaire sont devenus plus visibles aujourd'hui. Ce qui frappe et déroute en même temps les agents de l'institution, et ce qui explique sans doute l'accueil beaucoup plus favorable fait aujourd'hui à nos analyses, tient au fait que la mutation atteint désormais le cœur même du métier, et plus seulement ses conditions matérielles, les modalités plus concurrentielles du recrutement des établissements, l'inégalité des financements, etc.

Ce cœur dont je parle, c'est l'enseignement lui-même. Les politiques néolibérales se sont attaquées au « produit » des entreprises éducatives. La nouvelle école capitaliste ne diffuse pas tant des « connaissances » qu'elle ne veut doter la future main d'œuvre de compétences opérationnelles. Concevoir et transformer les systèmes d'enseignement comme des entreprises exclusivement dédiées à la production du capital humain, comme les politiques éducatives le font aujourd'hui, signifie que la norme générale à laquelle tout dans l'école doit se subordonner est celle de l'employabilité. Ce principe permet de rationaliser de nouvelle manière l'institution scolaire, de la soumettre à la nouvelle raison néolibérale, et d'agencer ensemble, de manière cohérente, tous les aspects de l'institution.

Pour le dire encore une fois de façon très rapide, la nouvelle école capitaliste substitue la norme de l'employabilité à l'idéal de l'émancipation héritée des Lumières.

### 3) Comment, selon toi, la gauche doit-elle se positionner face à ces débats ?

Je ferai deux remarques. Constatons d'abord que la « gauche », pour autant que l'on puisse en parler au singulier, est profondément divisée sur la question de l'école et cette division facilite grandement le processus de transformation néolibérale. Loin de faire l'effort de comprendre les nouveaux enjeux, une grande partie du « camp progressiste » fait encore comme s'il ne s'était rien passé depuis trente ans. Pour les uns le principe pourrait ainsi s'énoncer : « *Tout plutôt que le vieux modèle républicain élitiste* ». D'où leur aveuglement, leur naïveté ou leur complaisance à l'égard de la mise en œuvre des mutations actuelles. Pour d'autres, tout aussi incapables d'analyser la nouveauté des processus, le seul combat digne d'être menée devrait continuer d'obéir au principe que l'on pourrait nommer : « *Pas touche à l'école publique* », laquelle serait menacée par les forces obscurantistes. C'est rejouer mélancoliquement, comme dans un mauvais rêve qui se répéterait infiniment, la même scène du combat de

la République contre l'Église.

D'un côté comme de l'autre, la difficulté tient à faire un diagnostic juste d'une situation nouvelle. Ce qui supposerait de dépasser les purs réflexes conditionnés de type « pédagogie contre savoir », « démocrates contre républicains », etc. La « gauche », dans le champ éducatif, en est-elle capable ? Je vois des signes d'évolution très positifs, ce qui ne veut pas dire que les sectarismes anciens sont abolis.

Je voudrais rappeler ensuite que la « gauche » depuis trente ans a été de moins en moins claire, c'est le moins que l'on puisse dire, dans son rapport au capitalisme et que cela a grandement déterminé son implication dans les mutations néolibérales de nos sociétés et de nos institutions. La mise en oeuvre du nouveau modèle d'école capitaliste n'est pas le monopole de la droite en France, en Europe et dans le monde. Dans un grand nombre de cas, par exemple en Nouvelle Zélande, ce sont des gouvernements travaillistes qui ont impulsé la création d'un marché scolaire. La politique européenne d'éducation que nous avons analysée dans la Grande mutation parue chez Syllepse il y a deux ans, a été le fruit d'un très large consensus entre les forces politiques de droite et de gauche. La stratégie de Lisbonne en 2000 a été adoptée alors que la majorité des pays étaient dirigés par des partis socialistes ou des coalitions comprenant des forces sociales-démocrates. Et je t'épargnerai par charité le souvenir cuisant de la politique de Claude Allègre de 1997 à 2000 visant à conformer l'université et l'école au « grand marché éducatif du XXI<sup>e</sup> siècle ».

La dite « gauche » a donc un lourd passif sur la question. Plus encore, il y a beau temps qu'elle a perdu le sens de la réforme progressiste. Le point crucial pour la « gauche », je le répète, est son rapport au capitalisme néolibéral, lequel a pour caractéristique l'extension de la norme de la rentabilité et de la rationalité de marché à toutes les institutions. La politique scolaire est en quelque sorte un test pour la « gauche » : choisit-elle l'adaptation ou l'opposition à la logique néolibérale d'ensemble ?

#### **4) Au-delà de nécessaire résistance à l'école capitaliste, quelles pistes peut-on d'ores et déjà tracer pour définir les contours d'une nouvelle école démocratique ?**

Si l'on s'oppose au nouveau modèle en voie d'application, il faut en effet un autre projet scolaire, qui soit aussi un projet de société.

Repolitiser la question scolaire veut dire que l'on se déprend de cette détestable habitude de croire que l'on pourrait changer vraiment l'école sans changer la société ou pire, qu'il suffirait de changer l'école pour changer la société. Cette façon de voir, a été la face complémentaire du renoncement politique au socialisme des années 80. Le « scolarisme » a remplacé le socialisme. Il existe évidemment des politiques scolaires à mener et auxquelles nous pouvons et devons réfléchir dès aujourd'hui.

La grande question qui est devant nous consistera à instituer l'école commune en harmonie avec la société du commun qui doit être notre visée. Qu'entendre par là ? L'avenir ne saurait se résoudre à l'oscillation entre État et Marché, Public et Privé. Cette division-là est le produit du capitalisme et du droit qui a servi à le constituer. Pour en sortir, et c'était d'ailleurs bien la perspective du socialisme historique, mais une perspective qui a avorté, il convient d'instituer de façon nouvelle des espaces, des lieux, des rapports sociaux dont la particularité sera la production du commun. L'éducation en fera partie.

Le projet d'école commune, lieu de l'éducation comme bien commun, ne pourra advenir que si nous sommes capables de reformuler pour notre époque une synthèse qui intègre tous les aspects de la démocratie : une volonté d'universaliser la culture, la redéfinition d'une culture commune, une formation à la citoyenneté active, une autogestion des institutions d'enseignement. Il va sans dire qu'un tel projet d'école commune ...ne peut être

qu'oeuvre collective ! Mais chacun, là où il est, peut d'ores et déjà y contribuer.

Propos recueillis par Julien Guérin